

3° voor het verlaten van de instelling in het kader van activiteiten die niet uitdrukkelijk deel uitmaken van het pedagogisch project van de openbare instelling voor jeugdbescherming, moet geval per geval een verzoek aan de jeugdrechter of de jeugdrechtbank worden gericht, waarin de voorgenomen soort omkadering nader wordt omschreven. De aanvraag gebeurt uiterlijk tien dagen voor de aanvang van de activiteit. De jeugdrechter of jeugdrechtbank doet uitspraak binnen de acht dagen vanaf de datum van verzending van de aanvraag. Een afschrift van het verzoek wordt onverwijld door de griffie aan het openbare ministerie bezorgd.

Van de beslissing van de jeugdrechter of de jeugdrechtbank wordt aan de openbare instelling voor jeugdbescherming per telekopie kennis gegeven. Een afschrift van de beslissing wordt binnen de 24 uur door de griffie aan het openbaar ministerie bezorgd.

§ 2. Ingeval de jeugdrechter of de jeugdrechtbank verbiedt om de instelling te verlaten, vermeldt hij de redenen van dit verbod die steunen op een of meer van de volgende redenen :

1° de betrokkene geeft blijk van een gedrag dat voor hemzelf of voor anderen gevaarlijk is;

2° er bestaan ernstige redenen om te vrezen dat de betrokkene, indien hij opnieuw in vrijheid wordt gesteld, nieuwe misdaden of wanbedrijven zal plegen, zich aan het gerecht onttrekken, bewijsmateriaal proberen te doen verdwijnen of met derden tot een heimelijke verstandhouding komen;

3° het belang van een slachtoffer of zijn omgeving vereist dit verbod.

§ 3. De jeugdrechter of jeugdrechtbank kan, ten allen tijde, hetzij ambtshalve hetzij op vordering van het openbare ministerie, het stelsel voor het verlaten door de jongere van de openbare instelling wijzigen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel op 19 februari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Président en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota's

(1) *Zitting 2008-2009 :*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 650-1. — Commissieamendementen, nr. 650-2. — Verslag, nr. 650-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 februari 2009.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 1374

[C - 2009/29198]

**19 FEVRIER 2009. — Décret relatif aux membres du personnel administratif des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles organisées ou subventionnés par la Communauté française est remplacé par l'intitulé suivant :

« Décret relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française. »

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup>, 1° du même décret est remplacé par le littéra 1° suivant :

« 1° aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française. »

**Art. 3.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) le littéra 8° est remplacé par le littéra 8° suivant :

« 8° L'établissement : la Haute Ecole, l'Ecole supérieure des Arts ou l'Institut supérieur d'Architecture organisé ou subventionné par la Communauté française; »

b) le littéra 9° est remplacé par le littéra 9° suivant :

« 9° L'établissement de la Communauté française : l'établissement organisé par la Communauté française; »

c) le littera 13° est remplacé par le littera 13° suivant :

13° Le Conseil :

— le Conseil d'Administration visé à l'article 65, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 5 août 1995 pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française et l'organe de gestion visé à l'article 69, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du même décret pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française;

— pour les Ecoles supérieures des Arts : le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 11° du décret du 20 décembre 2001;

— pour les Instituts supérieurs d'Architecture : le directeur;

d) le littera 14° est complété par les mots « ou les Commissions visées aux articles 307 et 437 du décret du 20 décembre 2001 ».

e) le littera 15° est complété par les mots « ou le Directeur d'une Ecole supérieure des Arts ou le Directeur d'un Institut supérieur d'Architecture; »

f) il est ajouté des litteras 19° et 20° rédigés comme suit :

« 19° Etudiant finançable :

a) dans les Hautes Ecoles : l'étudiant qui entre en ligne de compte conformément aux articles 6 à 8 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

b) dans les Ecoles supérieures des Arts : l'étudiant qui entre en ligne de compte conformément à l'article 51 du décret du 20 décembre 2001;

c) dans les Instituts supérieurs d'Architecture : l'étudiant qui entre en ligne de compte conformément à l'article 8 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

20° Personnel logistique : catégorie de personnel visée à l'article 3, § 3, 4, de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat. »

**Art. 4.** A l'article 5 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant : « L'appel au *Moniteur belge* est publié dans le courant du mois de mars pour les établissements de la Communauté française et au plus tard le 1<sup>er</sup> mai pour les établissements subventionnés. »;

b) à l'alinéa 4, les mots « visé à l'article 2, 11° » sont remplacés par les mots « visé à l'article 2, 8° ».

**Art. 5.** A l'article 10, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « Directeur Président » sont remplacés par le mot « directeur ».

**Art. 6.** A l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « Directeur Président » sont remplacés par le mot « directeur ».

**Art. 7.** A l'article 63 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, en cas de fusion par absorption impliquant plusieurs Ecoles supérieures des Arts, conformément aux dispositions des articles 145, 263 et 393 du décret du 20 décembre 2001, les emplois disponibles dans l'Ecole supérieure des Arts A sont attribués, à la date de la fusion, selon l'ordre suivant :

1° aux membres du personnel administratif de l'Ecole supérieure des Arts A nommés ou engagés à titre définitif, et ce dans le respect de l'ancienneté de service;

2° aux membres du personnel administratif de l'Ecole supérieure des Arts A désignés ou engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée, et ce dans le respect de l'ancienneté de service;

3° aux membres du personnel administratif de l'Ecole supérieure des Arts B nommés ou engagés à titre définitif, et ce dans le respect de l'ancienneté de service;

4° aux membres du personnel administratif de l'Ecole supérieure des Arts B désignés ou engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée, et ce dans le respect de l'ancienneté de service.

Les membres du personnel administratif de l'Ecole supérieure des Arts A ou de l'Ecole supérieure des Arts B désignés ou engagés à titre temporaire pour une durée déterminée peuvent être repris dans l'Ecole supérieure des Arts A.

En cas de fusion égalitaire, le calcul du cadre de la nouvelle entité, tel que visé à l'article 160bis, alinéa 1<sup>er</sup>, correspond à la somme des calculs du cadre des établissements avant fusion, pour autant que la nouvelle entité maintienne des implantations différentes correspondant chacune à un établissement avant la fusion. »;

b) il est ajouté un § 3 rédigé comme suit : « § 3. Les services effectifs rendus avant la reprise par les membres du personnel visés au § 1<sup>er</sup>, 1° et 3° et au § 2, 3° et 4°, sont assimilés à des services effectifs rendus en qualité de membre du personnel du pouvoir organisateur qui reprend. »

**Art. 8.** L'article 79 du même décret est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement veille à ce que l'ensemble des délégations visées aux 2° et 3° ci-dessus comprenne au moins un représentant par forme d'enseignement supérieur non universitaire.

**Art. 9.** L'article 117 du même décret est complété par un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement veille à ce que chaque forme d'enseignement supérieur non universitaire soit représentée au sein de la chambre de recours par au moins une personne. »

**Art. 10.** L'article 129 du même décret est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Les dispositions du chapitre X du titre V de la partie IV du décret du 20 décembre 2001 sont d'application pour les Ecoles supérieures des Arts libres subventionnées. »

**Art. 11.** L'article 143 du même décret est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement veille à ce que chaque forme d'enseignement supérieur non universitaire soit représentée au sein de la chambre de recours par au moins une personne. »

**Art. 12.** L'article 155 du même décret est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Les dispositions du chapitre VIII du titre IV de la partie IV du décret du 20 décembre 2001 sont d'application pour les Ecoles supérieures des Arts officielles subventionnées. »

**Art. 13.** L'intitulé : « Section 1<sup>re</sup> : Dispositions générales » est inséré après l'intitulé : « Chapitre 1<sup>er</sup> – Dispositions modificatives » du Titre III du même décret.

**Art. 14.** Un article 155*bis* rédigé comme suit est inséré avant l'article 156 du même décret :

« Article 155*bis*. A l'article 3 de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1<sup>er</sup>, les mots « , des Ecoles supérieures des Arts, des Instituts supérieurs d'Architecture » sont ajoutés entre les mots « à l'exclusion des Hautes Ecoles » et les mots « et des établissements d'enseignement universitaire »

b) le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Dans les établissements et sections d'établissement supérieur non universitaire, les membres du personnel sont classés dans l'une des catégories suivantes :

1° personnel directeur et enseignant;

2° personnel administratif;

3° personnel de maîtrise, gens de métier et de service;

4° personnel logistique. »

**Art. 15.** Dans l'article 156 du même décret, les mots « ne sont pas applicables aux établissements » sont remplacés par les mots « ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles. »

**Art. 16.** A l'article 158, 1° et 2°, du même décret, les mots « soumis au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont remplacés par les mots « soumis au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française ».

**Art. 17.** Un nouvel article 158*bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 158 du même décret :

« Article 158*bis*. A l'article 1<sup>er</sup>, 1°, du décret du 12 mai 2004, les mots « et supérieur non universitaire » sont supprimés.

**Art. 18.** Il est inséré avant l'article 159 du même décret une section 1*bis*, rédigée comme suit : « Section 1<sup>re</sup>*bis* : Dispositions relatives aux Hautes Ecoles ».

**Art. 19.** A l'article 159 du même décret, les mots « conformément au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont remplacés par les mots « conformément au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française ».

**Art. 20.** L'article 160 du même décret est abrogé.

**Art. 21.** Après l'article 160 du même décret, il est inséré une section 1<sup>re</sup>*ter*, rédigée comme suit :

« Section 1<sup>re</sup>*ter* – Dispositions spécifiques aux Ecoles supérieures des Arts et aux Instituts supérieurs d'Architecture en matière de calcul de l'encadrement.

Article 160*bis*. L'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, à l'exception de l'enseignement universitaire, les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 14 décembre 1978 fixant les conditions pour la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif d'enseignement supérieur de type long et l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 78 du 21 juillet 1982 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif, notamment dans l'enseignement supérieur de type court sont, pour les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture, remplacés par la disposition suivante : (voir Tableau 1. : nombre d'étudiants).

TAB. 1 – : nombre d'étudiants

Nombre d'étudiants	Niveau 1 (6 points)	Niveau 2+ (5 points)	Niveau 2 (4 points)	Niveau 3 (3 points)
200		1	1	3
300		1		
400		1		
500				1
600	1			
700				1
800		1		1
900				1
1000				1
1100				1
1200				1

Le nombre d'étudiants mentionné au tableau ci-dessus est égal à la moyenne du nombre d'étudiants finançables des trois années académiques précédant celle pour laquelle est calculé l'encadrement.

Un emploi supplémentaire d'agent administratif de niveau 3, appelé emploi de renfort, est octroyé exclusivement à l'établissement qui compte de trois cents à quatre cents étudiants. Cet emploi reste acquis à l'établissement lorsque sa population étudiante dépasse le chiffre de quatre cents étudiants.

Les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture qui comptent moins de cent étudiants à la date d'adoption du présent décret ont un cadre administratif composé comme suit : un membre du personnel de niveau 2+ et un membre du personnel de niveau 3. Les établissements qui comptent de cent à deux cents étudiants ont un cadre administratif composé comme suit : un membre du personnel de niveau 2+ et deux membres du personnel de niveau 3.

Un emploi supplémentaire d'agent administratif de niveau 3 par cycle décentralisé est octroyé aux Instituts supérieurs d'Architecture dont dépendent un premier ou un deuxième degré décentralisé.

Article 160ter. A l'arrêté de l'Exécutif du 20 mars 1984 fixant le cadre du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des Conservatoires royaux de musique de Bruxelles (secteur français), Liège et Mons, sont apportées les modifications suivantes :

a) Les dispositions sous « A. Personnel administratif » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« A. Personnel administratif :

1° Conservatoire royal de musique de Bruxelles :

Membres du personnel de niveau 2 : 6;

Membres du personnel de niveau 3 : 7;

Auxiliaires administratifs : 10.

2° Conservatoire royal de musique de Liège :

Membres du personnel de niveau 2 : 5;

Membres du personnel de niveau 3 : 6;

Auxiliaires administratifs : 8.

3° Conservatoire royal de musique de Mons :

Membres du personnel de niveau 2 : 4;

Membres du personnel de niveau 3 : 4;

Auxiliaires administratifs : 5. »

Article 160quater. A l'arrêté de l'Exécutif du 20 mars 1984 fixant le cadre du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service à l'Institut national supérieur des arts du spectacle et techniques de diffusion (I.N.S.A.S.) à Bruxelles, sont apportées les modifications suivantes :

a) Les dispositions sous « a) personnel administratif » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« a) personnel administratif :

Membres du personnel de niveau 2 : 5;

Membres du personnel de niveau 3 : 5;

Auxiliaires administratifs : 3. »

Article 160quinquies. A l'arrêté de l'Exécutif du 14 juillet 1987 fixant le cadre du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service à l'Ecole supérieure des arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons (E.S.A.P.V.E.) les dispositions relatives au personnel administratif sont remplacées par les dispositions suivantes :

« a. personnel administratif :

Membres du personnel de niveau 2 : 3;

Membres du personnel niveau 3 : 3;

Auxiliaires administratifs : 1. »

Article 160sexies. Le cadre du personnel administratif de l'Ecole nationale supérieure des Arts visuels de la Cambre (E.N.S.A.V.) est fixé comme suit :

Membres du personnel de niveau 2 : 3;

Membres du personnel de niveau 3 : 5;

Auxiliaires administratifs : 5.

Article 160septies. Chaque fonction visée à l'article 3 équivaut, pour les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture, à un nombre de points conformément au tableau figurant en annexe 3 au présent décret. Lorsqu'un établissement procède à un ou plusieurs recrutements en vertu de l'article 5, l'établissement n'est pas tenu de le faire conformément aux nombres intermédiaires mentionnés dans le tableau ci-dessus. Le nombre total de points ne peut cependant dépasser le nombre de points prévus pour le nombre d'étudiants que compte l'établissement. »

**Art. 22.** Un nouvel article 172bis, rédigé comme suit, est inséré après l'article 172 du même décret :

« Article 172bis. Par dérogation à l'article 3 et à l'article 160bis, le cadre du personnel administratif des Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française est calculé conformément aux dispositions des articles 160ter à 160sexies aussi longtemps que n'est pas adopté un décret fixant le statut et les fonctions des membres du personnel logistique.

Par dérogation à l'article 8, § 2, alinéa 3, les établissements visés à l'alinéa précédent peuvent pourvoir à des emplois vacants conformément aux dispositions de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, et ce jusqu'au terme de la période mentionnée à l'alinéa précédent. »

**Art. 23.** Un nouvel article 172ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 172ter. Par dérogation à l'article 3 et à l'article 160bis, les emplois d'auxiliaire administratif tels que visés à l'article 17 du décret du 12 mai 2004 peuvent, dans les Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française, faire l'objet d'un remplacement, et ce jusqu'au terme de la période tel que mentionné à l'article 172bis, alinéa 1<sup>er</sup>. Ces emplois ne peuvent toutefois donner lieu à une nomination à titre définitif. Ils feront l'objet d'un transfert vers la catégorie du personnel logistique à l'occasion de l'adoption du décret fixant le statut et les fonctions de cette catégorie de personnel.

Les emplois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peuvent entrer en ligne de compte pour la disposition mentionnée à l'article 160septies.

Par dérogation à l'article 3 et à l'article 160bis, les emplois de secrétaire-comptable et d'administrateur secrétaire tels que visés à l'article 17 du décret du 12 mai 2004 peuvent, dans les Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française, faire l'objet d'un remplacement, et ce jusqu'au terme de la période tel que mentionné à l'article 172bis, alinéa 1<sup>er</sup>. Ces emplois ne peuvent toutefois donner lieu à une nomination à titre définitif. »

**Art. 24.** Un nouvel article 7<sup>quater</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 172<sup>quater</sup>. Lorsque la première application des dispositions de l'article 160<sup>bis</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, entraîne, par rapport au calcul du cadre tel qu'il était effectué sur la base des anciennes dispositions, une perte d'au moins trois équivalents temps plein de membres du personnel administratif, un capital de six points reste acquis à l'établissement.

Par dérogation à l'article 160<sup>septies</sup>, les six points mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont réservés exclusivement à la désignation, l'engagement ou la nomination de deux membres du personnel de niveau 3.

Après application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, la perte d'emplois est échelonnée dans le temps et est limitée, par année académique, à 25 % de la perte totale d'emplois. »

**Art. 25.** L'intitulé de l'annexe 1<sup>re</sup> au même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« Annexe 1 : Personnel administratif des établissements d'enseignement supérieur non universitaire »

**Art. 26.** Le même décret est complété par une annexe 3, rédigée comme suit :

« ANNEXE 3 : TABLEAU DE CORRESPONDANCE FONCTIONS – POINTS (Ecoles supérieures des Arts et Instituts supérieurs d'Architecture)

Fonctions visées aux articles 3, § 1<sup>er</sup>, et 16 du décret du 20 juin 2008 :

Attaché : 6 points.

Adjoint administratif : 5 points.

Agent administratif de niveau 2 : 4 points.

Agent administratif de niveau 3 : 3 points.

Fonctions visées à l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 mai 2004 :

Auxiliaire administratif : 2,5 points.

Commis : 3 points.

Premier commis : 3,5 points.

Rédacteur : 4 points.

Secrétaire comptable : 4 points.

Administrateur secrétaire : 4,5 points.

Assistant bibliothécaire : 4,5 points.

Surveillant éducateur : 4,5 points.

Educateur économiste : 5 points.

Secrétaire de direction : 5 points.

Bibliothécaire : 6 points.

Vu pour être annexé au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française.

La Ministre de l'Enseignement supérieur,  
Mme M.-D. SIMONET. »

## CHAPITRE 2. — Dispositions abrogatoire, modificative, transitoires et finale

### Section 1<sup>re</sup>. — Disposition abrogatoire

**Art. 27.** L'article 5 de l'arrêté royal du 14 décembre 1978 fixant les conditions pour la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement supérieur de type long est abrogé.

### Section 2. — Disposition modificative

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 27<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

a) A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots : « trois groupes de fonctions » sont remplacés par les mots : « cinq groupes de fonctions »;

b) L'alinéa 3 est complété par les mots suivants : « agent administratif de niveau 2 »;

c) L'alinéa 4 est complété par les mots suivants : « agent administratif de niveau 3 »;

d) L'article 27<sup>bis</sup> est complété par de nouveaux alinéas 5 et 6 rédigés comme suit :

« Le quatrième groupe comprend la fonction d'adjoint administratif.

Le cinquième groupe comprend la fonction d'attaché ».

§ 2. L'article 27<sup>quater</sup> du même arrêté est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit : « Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux membres du personnel des quatrième et cinquième groupes tels que visés à l'article 27<sup>bis</sup>. »

### Section 3. — Dispositions transitoires

**Art. 29.** Les membres du personnel des Hautes Ecoles subventionnées nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de promotion de premier commis chef, d'assistant bibliothécaire ou d'administrateur secrétaire par décision de leur pouvoir organisateur prise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2007 et le 1<sup>er</sup> mars 2008, sont, selon le cas, nommés ou engagés à titre définitif dans la fonction pour laquelle la demande d'agrégation a été introduite.

La nomination ou l'engagement à titre définitif prend cours à la date de décision du pouvoir organisateur, pour autant qu'au plus tard au 1<sup>er</sup> mars 2008 les membres du personnel concernés soient titulaires à titre définitif d'une fonction de recrutement de la même catégorie, qu'ils exercent une fonction à prestations complètes et qu'ils comptent à cette date une ancienneté de service de six années au moins. De plus, ils ne peuvent remplir les conditions d'accession à une fonction supérieure ou une fonction de promotion, au sens du décret du 20 juin 2008.

**Art. 30.** Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif au sein d'une Ecole supérieure des Arts ou d'un Institut supérieur d'Architecture à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont censés être nommés ou engagés à titre définitif au sens du décret du 20 juin 2008, dans les attributions et fonction qu'ils exerçaient à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, conformément au tableau de correspondance repris à l'annexe 2 du décret du 20 juin 2008. Ils sont censés être affectés à l'établissement dans lequel ils exercent ces attributions et fonction. Ils conservent le bénéfice de l'échelle barémique qui leur était attribuée à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret si cette dernière leur est plus favorable.

**Art. 31.** Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif au sein d'une Ecole supérieure des Arts ou d'un Institut supérieur d'Architecture conformément aux dispositions de l'article 165, § 1<sup>er</sup> et § 2, du décret du 20 juin 2008 peuvent être maintenus en fonction, si le calcul de l'encadrement effectué conformément aux articles 160bis à 160septies du même décret est moins favorable que celui effectué conformément aux dispositions en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les membres du personnel visés à l'alinéa précédent ne peuvent toutefois faire l'objet d'aucun remplacement à titre temporaire. Les emplois qu'ils occupaient ne peuvent être déclarés vacants au moment de la cessation définitive de leurs fonctions.

#### Section 4. — Disposition finale

**Art. 32.** Le présent décret entre en vigueur le 15 septembre 2009, à l'exception de l'article 29 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2007.

Par dérogation à l'article 173 du décret du 20 juin 2008, pour les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture, les articles 3 à 13 du même décret produisent leurs effets le 28 février 2009 et les articles 16 à 19 du même décret entrent en vigueur le 15 septembre 2010.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 février 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

Notes

(1) *Session 2008-2009* :

*Documents du Parlement*. — Projet de décret, n° 645-1. — Amendements de commission, n° 645-2.- Rapport, n° 645-3.  
*Compte-rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du 17 février 2009.

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1374

[C — 2009/29198]

#### 19 FEBRUARI 2009. — Decreet betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogere Kunstschole en Hogere Instituten voor architectuur (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :  
HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen.*

**Artikel 1.** Het opschrift van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, wordt vervangen als volgt :

« Decreet betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstschole en Hogere Instituten voor architectuur. »

**Art. 2.** Artikel 1, 1°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« 1° de leden van het administratief personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstschole en Hogere Instituten voor architectuur. »

**Art. 3.** In artikel 2, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) littera 8° wordt vervangen als volgt :

« 8°. De instelling : de Hogeschool, de Hogere Kunstschool of het Hoger Instituut voor architectuur, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap; »;

b) littera 9° wordt vervangen als volgt :

« 9°. De instelling van de Franse Gemeenschap : de instelling georganiseerd door de Franse Gemeenschap; »

c) littera 13° wordt vervangen als volgt :

« 13° De Raad :

— de Raad van bestuur bedoeld in artikel 65, eerste lid van het decreet van 5 augustus 1995 voor de hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en het beheersorgaan bedoeld in artikel 69, eerste en tweede lid van hetzelfde decreet, voor de hogescholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

— voor de Hogere Kunstschoolen : de Pedagogische beheersraad bedoeld in artikel 2, § 1, 11° van het decreet van 20 december 2001;

— voor de Hogere Instituten voor architectuur : de directeur;

d) littera 14° wordt aangevuld als volgt : « of de Commissies bedoeld in de artikelen 307 en 437 van het decreet van 20 december 2001 »;

e) littera 15° wordt aangevuld als volgt : « of de Directeur van een Hogere Kunstschool of de Directeur van het Hoger Instituut voor architectuur; »;

f) de littera's 19° en 20° worden toegevoegd, luidend als volgt :

« 19°. Financierbare student :

a) in de Hogescholen : de student die in aanmerking komt overeenkomstig de artikelen 6 tot 8 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

b) in de Hogere kunstschoolen : de student die in aanmerking komt overeenkomstig artikel 51 van het decreet van 20 december 2001;

c) in de Hogere instituten voor architectuur : de student die in aanmerking komt overeenkomstig artikel 8 van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs.

20°. Logistiek personeel : categorie van personeel bedoeld in artikel 3, § 3, 4, van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs. »

**Art. 4.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De oproep in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt in de loop van de maand maart voor de instellingen van de Franse Gemeenschap, uiterlijk op 1 mei voor de gesubsidieerde instellingen. »;

b) in het vierde lid worden de woorden « bedoeld in artikel 2, 11° » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 2, 8° ».

**Art. 5.** In artikel 10, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « directeur-voorzitter » vervangen door het woord « directeur ».

**Art. 6.** In artikel 12, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « directeur-voorzitter » vervangen door het woord « directeur ».

**Art. 7.** In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1, ingeval van fusie door overneming waarbij verschillende Hogere Kunstschoolen betrokken worden, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 145, 263 en 393 van het decreet van 20 december 2001, worden de betrekkingen beschikbaar in de Hogere Kunstschool A toegekend, op de datum van de fusie, volgens de volgende volgorde :

1° aan de administratieve personeelsleden van de Hogere Kunstschool A, benoemd of aangeworven in vast verband en dit, met inachtneming van de dienstanciënniteit;

2° aan de administratieve personeelsleden van de Hogere Kunstschool A, tijdelijk aangesteld of aangeworven voor een onbepaalde duur en dit, met inachtneming van de dienstanciënniteit;

3° aan de administratieve personeelsleden van de Hogere Kunstschool B, benoemd of aangeworven in vast verband en dit, met inachtneming van de dienstanciënniteit;

4° aan de administratieve personeelsleden van de Hogere Kunstschool B, tijdelijk aangesteld of aangeworven voor een onbepaalde duur en dit, met inachtneming van de dienstanciënniteit.

De administratieve personeelsleden van de Hogere Kunstschool A of van de Hogere Kunstschool B die tijdelijk aangesteld of aangeworven worden voor een bepaalde duur, kunnen opgenomen worden in de Hogere Kunstschool A.

Ingeval van egalitaire fusie, stemt de berekening van de personeelsformatie van de nieuwe entiteit, zoals bedoeld in artikel 160bis, eerste lid, overeen met de som van de berekeningen van de personeelsformatie van de instellingen vóór de fusie, voor zover de nieuwe entiteit de verschillende vestigingsplaatsen behoudt die overeenstemmen met elke instelling vóór de fusie. »;

b) § 3 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De effectieve diensten gepresteerd vóór de overname door de personeelsleden bedoeld in § 1, 1° en 3° en in § 2, 3° en 4°, worden gelijkgesteld met effectieve diensten gepresteerd in de hoedanigheid van personeelslid van de overnemende inrichtende macht. »

**Art. 8.** Artikel 79 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De Regering zorgt ervoor dat het geheel van de delegaties bedoeld in 2° en 3° hierboven ten minste een vertegenwoordiger telt per vorm van niet-universitair hoger onderwijs.

**Art. 9.** Artikel 117 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

« De Regering zorgt ervoor dat elke vorm van niet-universitair hoger onderwijs ten minste door één persoon vertegenwoordigd wordt binnen de raad van beroep. »

**Art. 10.** Artikel 129 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De bepalingen van hoofdstuk X van titel V van deel IV van het decreet van 20 december 2001 zijn van toepassing op de vrije gesubsidieerde Hogere Kunstscholen. »

**Art. 11.** Artikel 143 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De Regering zorgt ervoor dat elke vorm van niet-universitair hoger onderwijs door ten minste één persoon vertegenwoordigd wordt binnen de raad van beroep. »

**Art. 12.** Artikel 155 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De bepalingen van hoofdstuk VIII van titel IV van deel IV van het decreet van 20 december 2001 zijn van toepassing op de officiële gesubsidieerde Hogere Kunstscholen. »

**Art. 13.** Het opschrift : « *Afdeling 1.* — Algemene bepalingen » wordt ingevoegd na het opschrift « Hoofdstuk 1. — *Wijzigingsbepalingen* » van Titel III van hetzelfde decreet.

**Art. 14.** Vóór artikel 156 van hetzelfde decreet wordt een artikel 155*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 155*bis*. In artikel 3 van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 worden de woorden « , Hogere Kunstscholen, Hogere Instituten voor architectuur » toegevoegd tussen de woorden « met uitsluiting van de Hogescholen » en de woorden « en inrichtingen voor universitair onderwijs »;

b) § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. In de inrichtingen en afdelingen voor niet-universitaire hogere instelling worden de personeelsleden ingedeeld in één van de volgende categorieën :

1° bestuurs- en onderwijzend personeel;

2° administratief personeel;

3° meesters-, vak- en dienstponeel;

4° logistiek personeel. »

**Art. 15.** In artikel 156 van hetzelfde decreet worden de woorden « zijn niet van toepassing op de bij artikel 1 bedoelde instellingen. » vervangen door de woorden « zijn niet van toepassing op de Hogescholen. ».

**Art. 16.** In artikel 158, 1° en 2°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « dat onderworpen is aan het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen » vervangen door de woorden « dat onderworpen is aan het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur ».

**Art. 17.** Na artikel 158 van hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 158*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 158*bis*. In artikel 1, 1°, van het decreet van 12 mei 2004, worden de woorden « en het niet-universitair hoger » geschrapt.

**Art. 18.** Vóór artikel 159 van hetzelfde decreet wordt een afdeling I*bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling I*bis* : Bepalingen betreffende de Hogescholen ».

**Art. 19.** In artikel 159 van hetzelfde decreet worden de woorden « overeenkomstig het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen » vervangen door de woorden « overeenkomstig het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur ».

**Art. 20.** Artikel 160 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 21.** Na artikel 160 van hetzelfde decreet wordt een afdeling I ingevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling I.* — Specifieke bepalingen voor de Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur inzake de berekening van de omkadering.

Artikel 160*bis*. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 14 december 1978 tot vaststelling van de voorwaarden voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel van de inrichtingen voor het hoger onderwijs van het lange type en artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 78 van 21 juli 1982 houdende vaststelling van de regels en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het hulpopvoedend personeel en van het administratief personeel, inzonderheid in het hoger onderwijs van het korte type worden, voor de Hogere Kunstscholen en de Hogere Instituten voor architectuur, vervangen door de volgende bepaling : (zie Tabel 1. : het aantal studenten).

Het aantal studenten vermeld in de tabel hierna is gelijk aan het gemiddelde van het aantal financierbare studenten van de drie academiejaren voorafgaand aan dat waarvoor de omkadering berekend wordt.

TAB. 1 - : aantal studenten

Aantal studenten	Niveau 1 (6 punten)	Niveau 2+ (5 punten)	Niveau 2 (4 punten)	Niveau 3 (3 punten)
200		1	1	3
300		1		

Aantal studenten	Niveau 1 (6 punten)	Niveau 2+ (5 punten)	Niveau 2 (4 punten)	Niveau 3 (3 punten)
400		1		
500				1
600	1			
700				1
800		1		1
900				1
1000				1
1100				1
1200				1

Een bijkomende betrekking van administratief personeelslid van niveau 3, hierna een bijkomende betrekking genoemd, wordt uitsluitend toegekend aan de instelling die tussen driehonderd en vierhonderd studenten telt. Die betrekking blijft toegekend aan de instelling wanneer de schoolbevolking meer dan vierhonderd studenten bedraagt.

De Hogere Kunstschoolen en de Hogere Instituten voor architectuur die minder dan honderd studenten tellen op de datum van de aanneming van dit decreet, hebben een administratieve personeelsformatie die als volgt samengesteld is : een personeelslid van niveau 2+ en een personeelslid van niveau 3. De instellingen die tussen honderd en tweehonderd studenten tellen, hebben een administratieve personeelsformatie die als volgt samengesteld is : een personeelslid van niveau 2+ en twee personeelsleden van niveau 3.

Een bijkomende betrekking van administratief personeelslid van niveau 3 per gedecentraliseerde cyclus wordt toegekend aan de Hogere Instituten voor architectuur waarvan een eerste of een tweede gedecentraliseerde graad afhangt.

Artikel 160ter. In het besluit van de Executieve van 20 maart 1984 tot vaststelling van de personeelsformatie van het administratief personeel en van het meesters-, vak-, en dienstpersoneel van de Koninklijke Muziekconservatoria te Brussel (Franstalige afdeling), Luik en Bergen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De bepalingen onder « A. Administratief personeel » worden vervangen door de volgende bepalingen :

« A. Administratief personeel :

1° Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel :

Personeelsleden van niveau 2 : 6;

Personeelsleden van niveau 3 : 7;

Administratieve medewerkers : 10.

2° Koninklijk Muziekconservatorium te Luik :

Personeelsleden van niveau 2 : 5;

Personeelsleden van niveau 3 : 6;

Administratieve medewerkers : 8.

3° Koninklijk Muziekconservatorium te Bergen :

Personeelsleden van niveau 2 : 4;

Personeelsleden van niveau 3 : 4;

Administratieve medewerkers : 5. »

Artikel 160quater. In het besluit van de Executieve van 20 maart 1984 tot vaststelling van de personeelsformatie van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het « Institut national supérieur des arts du spectacle et techniques de diffusion (I.N.S.A.S.) », te Brussel, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De bepalingen onder « a) administratief personeel » worden vervangen door de volgende bepalingen :

« a) administratief personeel :

Personeelsleden van niveau 2 : 5;

Personeelsleden van niveau 3 : 5;

Administratieve medewerkers : 3. »

Artikel 160quinquies. In het besluit van de Executieve van 14 juli 1987 tot vaststelling van de formatie van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de "Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat (E.S.A.P.V.E.)" te Bergen, worden de bepalingen betreffende het administratief personeel vervangen als volgt :

« a. administratief personeel :

Personeelsleden van niveau 2 : 3;

Personeelsleden van niveau 3 : 3;

Administratieve medewerkers : 1. »

Artikel 160sexies. De personeelsformatie van het administratief personeel van de « Ecole nationale supérieure des Arts visuels de la Cambre (E.N.S.A.V.) » wordt vastgesteld als volgt :

Personeelsleden van niveau 2 : 3;

Personeelsleden van niveau 3 : 5;

Administratieve medewerkers : 5. »

Artikel 160septies. Elk ambt bedoeld in artikel 3 is gelijk, voor de Hogere Kunstschoolen en de Hogere Instituten voor architectuur, aan een aantal punten overeenkomstig de tabel opgenomen in bijlage 3 van dit decreet. Wanneer een instelling overgaat tot één of meer aanwervingen krachtens artikel 5, is de instelling niet ertoe gehouden dit te doen overeenkomstig de aantallen vermeld in de voornoemde tabel. Het totaal aantal punten mag nochtans het aantal punten voorzien voor het aantal studenten die de instelling telt, niet overschrijden. »

**Art. 22.** Na artikel 172 van hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 172bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 172bis. In afwijking van artikel 3 en artikel 160bis, wordt de personeelsformatie van het administratief personeel van de Hogere Kunstschoolen georganiseerd door de Franse Gemeenschap berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 160ter tot 160sexies zolang een decreet tot vaststelling van het statuut en de ambten van de leden van het logistiek personeel niet aangenomen wordt.

In afwijking van artikel 8, § 2, derde lid, kunnen de instellingen bedoeld in het vorige lid in vacante betrekkingen voorzien overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, § 1 en dit, tot het einde van de periode bedoeld in het vorige lid. »

**Art. 23.** In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 172<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 172<sup>ter</sup>. In afwijking van artikel 3 en artikel 160<sup>bis</sup>, kunnen de betrekkingen van administratieve medewerker, zoals bedoeld in artikel 17 van het decreet van 12 mei 2004, in de Hogere Kunstscholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, vervangen worden en dit, tot het einde van de periode bedoeld in artikel 172<sup>bis</sup>, eerste lid. Deze betrekkingen mogen nochtans niet tot een vaste benoeming leiden. Ze zullen overgebracht worden naar de categorie van logistiek personeel bij de aanneming van het decreet tot vaststelling van het statuut en de ambten van die personeelscategorie.

De betrekkingen bedoeld in het eerste lid mogen niet in aanmerking worden genomen voor de bepaling bedoeld in artikel 160<sup>septies</sup>.

In afwijking van artikel 3 en artikel 160<sup>bis</sup> kunnen de ambten van secretaris-boekhouder en beheerder-secretaris, zoals bedoeld in artikel 17 van het decreet van 12 mei 2004, in de Hogere Kunstscholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, vervangen worden en dit, tot het einde van de periode bedoeld in artikel 172<sup>bis</sup>, eerste lid. Die betrekkingen mogen nochtans niet tot een vaste benoeming leiden. »

**Art. 24.** In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 172<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 172<sup>quater</sup>. Wanneer de eerste toepassing van de bepalingen van artikel 160<sup>bis</sup>, eerste lid, ten aanzien van de berekening van de personeelsformatie, zoals uitgevoerd op basis van de oude bepalingen, tot een verlies leidt van ten minste drie voltijdse equivalenten van de administratieve personeelsleden, blijft het kapitaal van zes punten aan de instelling toegekend.

In afwijking van artikel 160<sup>septies</sup>, worden de zes punten vermeld in het eerste lid uitsluitend voorbehouden aan de aanstelling, de aanwerving of de benoeming van twee personeelsleden van niveau 3.

Na toepassing van het eerste lid, wordt het verlies van betrekkingen over een bepaalde tijd verspreid en beperkt per academiejaar tot 25 % van het totale verlies van betrekkingen. »

**Art. 25.** Het opschrift van bijlage 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Bijlage 1 : Administratief personeel van de inrichtingen voor niet-universitair hoger onderwijs ».

**Art. 26.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een bijlage 3, luidend als volgt :

« BIJLAGE 3. — OVEREENSTEMMINGSTABEL AMBTEN – PUNTEN (Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur)

Ambten bedoeld in de artikelen 3, § 1, en 16 van het decreet van 20 juni 2008 :

Attaché : 6 punten.

Administratief adjunct : 5 punten.

Administratief Beambte van niveau 2 : 4 punten.

Administratief Beambte van niveau 3 : 3 punten.

De ambten bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, en in artikel 17, § 1, van het decreet van 12 mei 2004 :

Administratief medewerker : 2,5 punten.

Klerk : 3 punten.

Eerste klerk : 3,5 punten.

Opsteller : 4 punten.

Secretaris-boekhouder : 4 punten.

Beheerder-secretaris : 4,5 punten.

Assistent-bibliothecaris : 4,5 punten.

Studiemeester-opvoeder : 4,5 punten.

Opvoeder-huismeester : 5 punten.

Directiesecretaris : 5 punten.

Bibliothecaris : 6 punten.

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur.

De Minister van Hoger Onderwijs,  
Mevr. M.-D. SIMONET. »

HOOFDSTUK 2. — *Opheffings-, wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

*Afdeling 1. — Opheffingsbepaling*

**Art. 27.** Artikel 5 van het koninklijk besluit van 14 december 1978 tot vaststelling van de voorwaarden voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel van de inrichtingen voor het hoger onderwijs van het lange type, wordt opgeheven.

*Afdeling 2. — Wijzigingsbepaling*

**Art. 28.** § 1. In artikel 27bis, § 1, van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstponeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « drie ambtengroepen » vervangen door de woorden « vijf ambtengroepen »;

b) het derde lid wordt aangevuld als volgt : « administratief beambte van niveau 2 »;

c) het vierde lid wordt aangevuld als volgt : « administratief beambte van niveau 3 »;

d) artikel 27bis wordt aangevuld met het nieuwe vijfde en zesde lid, luidend als volgt :

« De vierde groep omvat het ambt van administratief adjunct.

De vijfde groep omvat het ambt van attaché ».

§ 2. Artikel 27quater van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de personeelsleden van de vierde en vijfde groepen, zoals bedoeld in artikel 27bis. »

*Afdeling 3. — Overgangsbepalingen*

**Art. 29.** De personeelsleden van de gesubsidieerde hogescholen, benoemd of aangeworven in vast verband in een bevorderingsambt van eerste hoofdklerk, assistent-bibliothecaris of beheerder-secretaris bij beslissing van hun inrichtende macht, genomen tussen 1 september 2007 en 1 maart 2008, zijn, naargelang het geval, benoemd of aangeworven in vast verband in het ambt waarvoor de aanvraag om erkenning ingediend werd.

De benoeming of aanwerving in vast verband begint op de datum van de beslissing van de inrichtende macht voor zover, uiterlijk op 1 maart 2008, de betrokken personeelsleden titularis zijn in vast verband van een aanwervingsambt van dezelfde categorie, ze een ambt met volledige prestaties uitoefenen en ze op die datum een dienstanciënniteit van ten minste zes jaar tellen. Bovendien kunnen ze de voorwaarden voor de overgang tot een hoger ambt of een bevorderingsambt in de zin van het decreet van 20 juni 2008 niet vervullen.

**Art. 30.** De personeelsleden die benoemd of aangeworven worden in vast verband in een Hogere Kunstschool of in een Hoger Instituut voor architectuur de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden geacht benoemd of aangeworven te zijn in vast verband in de zin van het decreet van 20 juni 2008, in de hoedanigheden en ambten die ze uitoefenden de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet, overeenkomstig de overeenstemmingstabel opgenomen in bijlage 2 van het decreet van 20 juni 2008. Ze worden geacht aangesteld te zijn in de inrichting waarin ze deze aanstellingen en ambt uitoefenen. Ze behouden de weddeschaal die hen toegekend werd de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet indien deze weddeschaal niet gunstig is voor hen.

**Art. 31.** De personeelsleden die benoemd of aangeworven worden in vast verband binnen een Hogere Kunstschool of een Hoger Instituut voor architectuur overeenkomstig de bepalingen van artikel 165, §§ 1 en 2 van het decreet van 20 juni 2008, mogen hun ambt behouden indien de berekening van de omkadering uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 160bis tot 160septies van hetzelfde decreet minder gunstig is dan die uitgevoerd overeenkomstig de geldende bepalingen vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

De personeelsleden bedoeld in het vorige lid mogen nochtans niet tijdelijk vervangen worden. De betrekkingen die ze uitoefenden, mogen niet vacant verklaard worden op het ogenblik van de definitieve stopzetting van hun ambten.

*Afdeling 4. — Slotbepaling*

**Art. 32.** Dit decreet treedt in werking op 15 september 2009, met uitzondering van artikel 29 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2007.

In afwijking van artikel 173 van het decreet van 20 juni 2008 voor de Hogere Kunstschoolen en de Hogere Instituten voor architectuur, hebben de artikelen 3 tot 13 van hetzelfde decreet uitwerking met ingang van 28 februari 2009 en treden de artikelen 16 tot 19 van hetzelfde decreet in werking op 15 september 2010.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 februari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,

F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

—  
Nota's

(1) *Zitting 2008-2009 :*

*Stukken van het Parlement* — Ontwerp van decreet, nr. 645-1. Commissieamendementen, nr. 645-2.- Verslag, nr. 645-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 17 februari 2009.